

Innovations sociales

Economie sociale et solidaire
Economie plurielle
Société de services

Certificat de spécialisation
Jean-Louis Laville

En partenariat avec



Certificat de spécialisation

Objectifs

Mieux maîtriser les enjeux de l'économie sociale et solidaire à travers une approche transversale des champs d'activité concernés. Développer ses connaissances de l'économie sociale et solidaire et enrichir ses expériences pour :

- acquérir de nouvelles responsabilités dans des structures de l'économie sociale et solidaire ;
- participer à l'élaboration de politiques publiques territoriales visant à promouvoir un modèle économique et social durable (emploi, insertion, politique de la ville, éducation populaire ...) ;
- animer ou créer un projet innovant ;
- se spécialiser dans une activité à vocation d'utilité sociale et collective ou développer un service à la personne (petite enfance, personnes âgées, environnement, «quartiers», insertion par l'activité économique ...).

Public visé

Ce cycle s'adresse à des personnes déjà engagées dans la vie professionnelle, responsables dans les collectivités territoriales, responsables et dirigeants dans l'économie sociale et solidaire (associations, coopératives, mutuelles, syndicats, entreprises sectorielles). Elles souhaitent bénéficier d'une spécialisation articulant étroitement approche théorique, connaissance des expériences et des nouvelles politiques publiques.

Pré-requis : niveau bac + 4 (ou VAE et VAP) ou expérience d'au moins 3 ans dans le domaine.

Méthodologie

Dans un contexte très évolutif, il est décisif que les acquis des recherches récentes puissent être rapidement transmis en formation. C'est sur cette articulation entre recherche et formation qu'est bâti l'ensemble du cycle.

L'autre caractéristique du certificat est le dialogue entre les acteurs et chercheurs. Après l'introduction générale, les journées sont construites sur une interaction forte entre les praticiens et les chercheurs afin que les apports de ces derniers soient mobilisés comme des ressources pour les actions sectorielles et territorialisées.

Chaque journée donne lieu à la remise aux participants d'un dossier documentaire, proposant une synthèse fiable et accessible des données fournies et des textes d'approfondissement.

Validation

La validation du cycle est prononcée par un jury au vu d'un mémoire rédigé par chaque auditeur (trice) à l'issue de sa formation et permet la délivrance d'un certificat de spécialisation.

Equipe de coordination enseignante

Jean-Louis Laville, *sociologue et économiste, professeur du Cnam*

Christiane Bouchart, *RTES, présidente et conseillère municipale de la ville de Lille déléguée à l'économie sociale et solidaire*

Elisabetta Bucolo, *sociologue, Cnam (LISE/CNRS-Cnam)*

Laurent Fraise, *socio-économiste, Cnam (LISE/CNRS-Cnam)*

Shirley Harvey, *chef de projet de formation, Cnam*

Partenariat

Ce certificat de spécialisation a été conçu en partenariat avec le Réseau des territoires pour l'économie solidaire (RTES) qui regroupe de nombreuses régions et villes. Il fait également l'objet d'un partenariat avec le Mouvement pour l'économie solidaire (MES) au niveau sectoriel et territorial.

Programme

Introduction générale

Economie et solidarité, histoire et actualité : Associationnisme, économie et solidarité, le débat de la première moitié du dix-neuvième siècle - Marché et Etat social - Le cadre de l'économie plurielle - Economie solidaire et société de services

Économie et solidarité, les enjeux européens : Économie et solidarité, l'originalité européenne - L'économie sociale - L'économie solidaire, une nouvelle dynamique - La position de l'Union européenne

Structuration de l'économie solidaire en Ile-de-France : une cartographie institutionnelle en Ile de France - La structuration au niveau national et international de l'économie solidaire - Emergence de nouveaux acteurs dans le champ de l'économie sociale et solidaire

Femmes et économie solidaire : Initiatives de femmes - Les principaux points forts des initiatives - Les freins et les obstacles - Les stratégies de développement

Les expériences innovantes

Le commerce équitable et la consommation responsable : Le commerce équitable comme système de solidarité concrète entre les pays riches du Nord et les producteurs du Sud - Historique et fonctionnement - Les acteurs et leurs réseaux - Les questions de fond : les limites et le développement futur

Les finances solidaires : Les initiatives développées dans le champ porteuses d'une autre conception de l'argent - Le financement des projets d'entrepreneurs collectifs - Le suivi et la consolidation des projets - Epargne solidaire de proximité, lien social et cohésion sociale

Arts et culture : Présentation du secteur, quelques repères historiques - Focus sur les associations artistiques et culturelles employeuses - Pratiques et expériences innovantes - L'Union fédérale d'intervention des structures culturelles (UFISC) et son manifeste, les enjeux socio-économiques des arts et de la culture au service du droit et de la diversité culturels

Les services aux personnes : Présentation générale du développement des services aux personnes - Régulation et fonctionnement des services aux personnes - De nouveaux modes de régulation - Approche des bénéfices sociaux des services aux personnes et spécificités des associations et des entreprises sociales dans ce champ

Les nouvelles politiques publiques et nouveaux enjeux de gouvernance et de gestion

Les politiques publiques territoriales en faveur de l'économie sociale et solidaire : Une approche nationale et régionale - Histoire des politiques publiques - Politiques publiques territoriales et économie solidaire - Les politiques en cours - De nouvelles formes d'initiatives sectorielles et territoriales - Les réseaux territoriaux de l'économie solidaire

De l'Etat-providence au travail providence, une mise en perspective de l'insertion : Activation, insertion et workfare, une perspective comparative - Du droit au travail au droit à l'insertion, une perspective historique - Système de protection sociale et minima sociaux en France - Nouvelle question sociale et retour de la question de la contrepartie

De l'utilité sociale à l'évaluation de l'action associative : Histoire et usage, les enjeux et pratiques - L'évaluation dans les associations - Du diagnostic de fonctionnement à l'évaluation - Le référentiel d'évaluation, un outil intégrant les diverses dimensions de l'activité

Hybridation des ressources, une autre façon d'aborder l'économie et la gestion des associations : La pluralité des comportements économiques - Typologie d'hybridation des ressources dans l'émergence et le fonctionnement - Les tensions entre les comportements économiques - Présentation de grille d'analyse et études de cas

Gouvernance des associations : Les différentes formes de gouvernance associative - Etudes de cas - Présentation des résultats d'une enquête sur la gouvernance des associations conduite par le Cnam et la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA) - Les méthodes de la gouvernance innovante

Tutorat collectif

Un accompagnement à l'élaboration du mémoire est assuré par l'équipe de coordination pédagogique.

Parmi l'ensemble des diplômes délivrés par le Cnam, le certificat de spécialisation est une certification supérieure de niveau I qui constitue une composante du master Sciences humaines et sociales
« Conduite du changement et innovations sociales, économie sociale et solidaire ».

Calendrier

Le certificat s'articule entre 12 journées de formation et 3 journées de tutorat collectif (pour un total de 90h), proposées à raison d'une à deux journées par mois.

Dates

A partir de janvier 2013.

Horaires

9h30 - 12h30 et 14h - 17h

Lieux

Conservatoire national des arts et métiers (le Cnam)
292, rue Saint-Martin, Paris III^e
2, rue Conté, Paris III^e

Métro : station Réaumur-Sébastopol (Ligne 3 et 4)
ou station Arts et métiers (Ligne 11)

Renseignements

Shirley Harvey, Cnam
Ecole Management et société
Département DISST - Métiers du Social
Tél. : 01 58 80 88 29
shirley.harvey@cnam.fr
relations-service.cnam.fr

Coût de la formation

Tarif normal : 3 000 €

Tarif réduit : 1 500 €

Le tarif s'applique pour les inscriptions réglées à titre personnel.

Le tarif concerne les inscriptions réglées par un employeur, ou par un organisme paritaire collecteur agréé.